



CONSEIL D'ETAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Office fédéral de la communication
Division Medias
Rue de l'Avenir 44
Case postale 252
2501 Bienne

Via e-mail :
srg-konzession@bakom.admin.ch

Réf. : MFP/15023510

Lausanne, le 28 mars 2018

Concession SSR - procédure de consultation

Madame, Monsieur,

En décembre 2017, vous avez lancé la procédure de consultation citée en titre et nous vous en remercions.

Remarques générales

Le Gouvernement vaudois, dans le cadre de la votation sur l'initiative dite « No Billag » et de la récente consultation sur la modification de l'ordonnance sur la radio et la télévision (ORTV), a eu l'occasion d'affirmer son soutien de principe à un service public de qualité en matière d'information. Ce dernier est désormais soutenu par une large majorité de citoyens, en particulier dans le canton de Vaud avec un rejet à plus de 76%.

Le système actuel de redevance et sa logique de redistribution assurent par ailleurs l'existence indispensable de contenus produits par les télévisions et les radios régionales et locales. Cette capillarité médiatique est une source nécessaire de proximité; elle contribue à la cohésion nationale et sociale et permet à chacun de se forger une libre opinion en vue des différents scrutins.

Dans un tel contexte, la nécessité de préciser les contours du mandat de service public via les termes de la concession est bienvenue, notamment dans la perspective de la nouvelle loi fédérale sur les médias électroniques. En conséquence, la volonté exprimée dans le projet de nouvelle concession de démarquer clairement les programmes de la SSR de ceux des diffuseurs commerciaux, d'insister sur les fonctions d'intégration en mettant notamment davantage l'accent sur les échanges entre les régions linguistiques, ou de favoriser les coopérations de contenus partagés avec les autres diffuseurs suisses et entreprises de médias privés, est à saluer.

Publicité

Au lendemain de la votation sur l'initiative « No Billag », la SSR a annoncé par voie de communiqué qu'elle ne proposera pas de publicité ciblée au niveau régional, même si elle y était un jour autorisée. Le Conseil d'Etat a pris acte de cet engagement, un geste à saluer et qui démontre une volonté pragmatique de trouver un terrain d'entente constructif avec les médias privés.

Cela dit, le monde des médias est marqué par une concurrence de plus en plus forte, tant sur les plans national qu'international. Le renforcement constant des géants du web et leur influence croissante sur le marché de la publicité change considérablement la donne, y compris pour les médias locaux et régionaux. De plus, le montant de la redevance a d'ores et déjà été annoncé à la baisse pour les années à venir. Dans un tel contexte, tant les médias de service public ou sous concession que les éditeurs privés, doivent trouver un compromis pour que chacun puisse tirer parti de revenus publicitaires.

Le Conseil d'Etat est donc favorable au maintien dans la concession du principe d'une publicité à des groupes cibles spécifiques.

Quant aux deux variantes de restrictions publicitaires proposées pour la SSR (limitation du temps de publicité versus prélèvement des recettes publicitaires excédant un certain volume), le Conseil d'Etat préfère à ce stade la deuxième option, réservant toutefois sa position finale lorsqu'il aura pris connaissance du projet de loi à venir sur les médias électroniques.

La variante de l'article 38 bis (Soutien à des projets de médias) introduit en effet un plafonnement des recettes publicitaires de la SSR avec obligation d'en affecter une partie au soutien des médias électroniques. Si les recettes publicitaires de la SSR, y compris les recettes provenant de la publicité ciblée, dépassent le revenu publicitaire moyen des quatre dernières années précédant la fixation par le Conseil fédéral de la part de la redevance allouée à la SSR, deux tiers du montant supérieur au revenu moyen doivent être affectés à la formation et au perfectionnement, à la recherche dans les médias ou à la réalisation de projets de l'ATS.

Si le DETEC règle les modalités chaque année, la solution esquissée d'une redistribution est intéressante. Cela dit, le Conseil d'Etat s'interroge sur le fait de laisser cette compétence de redistribution au seul DETEC, dans la mesure un préavis de la Commission fédérale des médias, voire même une décision du Conseil fédéral pourrait être requis, notamment pour fixer des priorités d'action. Le débat actuel sur l'avenir de l'ATS illustre bien la nécessité d'évaluer, sur le plan politique, l'importance des moyens à engager dans une optique de maintien d'un service public en matière d'information.

Concernant la problématique publicitaire globale pour le service public, le gouvernement vaudois estime cependant nécessaire qu'une réflexion de fond soit menée, afin que les revenus publicitaires puissent profiter en priorité aux créateurs de contenus locaux, régionaux ou nationaux. Dans ce cadre, la remise en cause de l'accès des grands groupes d'opérateurs étrangers aux marchés publicitaires régionaux suisses doit être envisagée et débattue, notamment dans le cadre des accords internationaux qui nous lient.

Commentaires spécifiques

Art 3 : Principes régissant les services journalistiques

Al. 3 La SSR s'efforce de présenter et de représenter les genres de manière appropriée dans ses services journalistiques

Le rapport explicatif spécifie que l'al. 3 contraint la SSR à garantir une représentation équitable des genres dans ses services journalistiques. En conséquence il serait cohérent que le texte même de la concession soit plus explicite. La rédaction amendée suivante est donc proposée :

Al. 3 La SSR ~~s'efforce de présenter et de représenter~~ présente et représente les genres de manière ~~appropriée~~ équitable dans ses services journalistiques

Art 4 : Exigences en matière de qualité de l'offre et assurance qualité

Al. 1. Les services journalistiques de la SSR doivent satisfaire à des exigences élevées en matière de qualité et d'éthique. Ils se distinguent par leur pertinence, leur professionnalisme, leur indépendance, leur diversité et leur accessibilité.

Lors du récent débat sur l'audiovisuel public dans le cadre de la campagne sur l'initiative « No Billag », la notion d'objectivité a été un thème récurrent pour qualifier le niveau d'exigence d'un service public en matière d'information. Celle-ci devrait donc être spécifiée comme suit dans le texte même de la concession.

*Al. 1. (...) Ils se distinguent par leur pertinence, leur professionnalisme, leur indépendance, leur **objectivité**, leur diversité et leur accessibilité.*

Pour maintenir la cohérence, les alinéas 1 et 4 de l'art 6 sur l'information doivent également être complétés comme suit :

Art. 6 : Information

*1 Dans le domaine de l'information, la SSR propose un compte rendu complet, **objectif**, diversifié et fidèle*

*4 Dans ses émissions d'informations, la SSR donne au public un aperçu complet, **objectif** et diversifié des événements quotidiens pertinents.*

Conclusion

Comme mentionné en préambule, le Conseil d'Etat est favorable à la clarification et à la démarcation claire du rôle de service public, notamment en matière d'information, d'intégration et de coopération avec les différents acteurs du monde des médias.

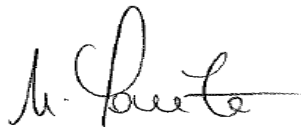
Le gouvernement vaudois salue aussi l'esprit d'innovation de ce projet de concession, notamment par la prise en compte et l'utilisation de toutes les possibilités offertes par les nouvelles technologies. Il tient également à souligner la nécessité de maintenir une vision globale de la problématique des médias, en intégrant dans une perspective de service public un soutien aux télévisions et radios locales, de même qu'à l'ATS.

Le Conseil d'Etat exprime cependant une inquiétude à moyen terme face à un éventuel différentiel entre l'ambition et les exigences légitimes de la concession SSR d'une part, et l'enveloppe de son financement d'ores et déjà revu à la baisse pour les années à venir d'autre part. Le gouvernement vaudois suivra de près cette évolution afin que la qualité du service public continue à être garantie.

Tout en vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce qui précède, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Nuria Gorrite

LE CHANCELIER



Vincent Grandjean

Copie

- OAE